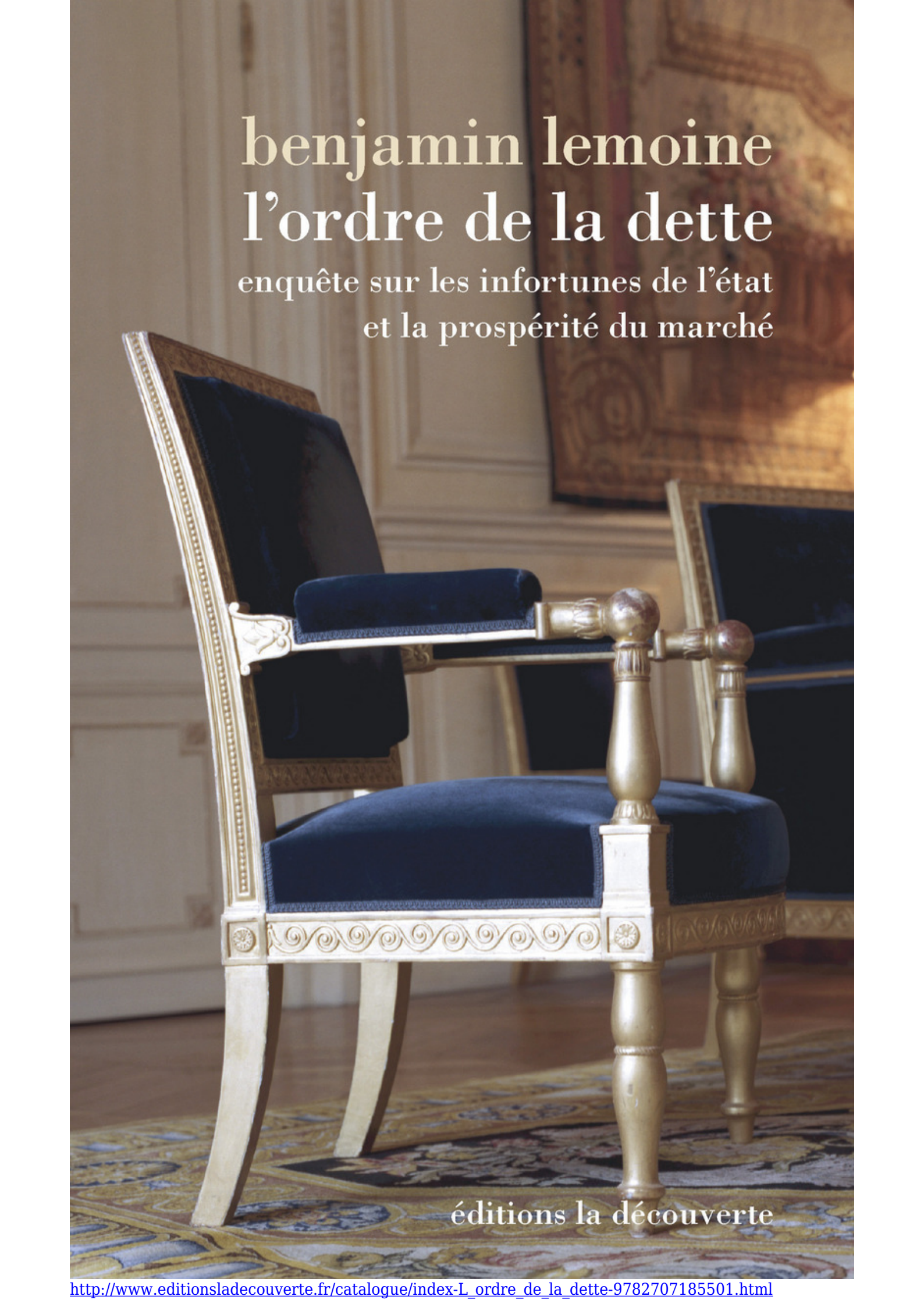


Enfin ! Le livre de **Benjamin Lemoine** est arrivé :

**« L'ordre de la dette.
Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché »**



benjamin lemoine l'ordre de la dette

enquête sur les infortunes de l'état
et la prospérité du marché

éditions la découverte

Ce livre est absolument passionnant, et décisif pour comprendre la méthode, les acteurs et la chronologie de la trahison fondamentale du peuple par ses « représentants », sabotage monétaire qui a commencé dans les années 60 (Pompidou + Giscard).

Extrait de la **préface (d'André Orléan)** :

[...] « Et son premier résultat a de quoi faire réfléchir : **la dette publique de la France, telle que nous la connaissons aujourd'hui, à savoir sous la forme de titres négociables que souscrivent les marchés financiers internationaux, est le résultat d'une volonté délibérée, d'un choix politique !**

En effet, nous explique Benjamin Lemoine, pendant de très nombreuses années, de l'après-guerre au début des années 1980, ce qu'on appelle la « dette négociable », ou encore la dette de marché, ne constituait qu'aux environs de 20 % du financement de l'État. **La plus grande partie du financement public était obtenue via des mécanismes réglementaires qui contraignaient un ensemble d'acteurs économiques, selon diverses procédures qu'on trouvera décrites dans le livre, à placer leurs avoirs, pour partie ou pour totalité, dans un compte au Trésor.** Il s'ensuivait un flux permanent et automatique de ressources, dont une grande partie sous forme de dépôts, qui venaient alimenter le Trésor et lui permettaient de faire face à ses responsabilités avec sécurité et à un coût que lui-même fixait. En conséquence, durant cette période, le recours à l'emprunt, comme d'ailleurs les avances de la Banque de France n'ont joué qu'un rôle périphérique.

Jean-Yves Haberer, inspecteur des finances et directeur du Trésor, qui sera un acteur crucial du démantèlement de ce système, parlait, pour décrire son fonctionnement, de « tous ces mécanismes automatiques qui faisaient que le Trésor, sans bouger le petit doigt, était irrigué de liquidités qui lui arrivaient de tous les circuits financiers ». On ne saurait dire les choses plus clairement. **La nouvelle doctrine du Trésor cherche a contrario à faire de l'État un « emprunteur comme un autre » ; autrement dit, à lui faire perdre ses prérogatives et à en remplacer l'hégémonie par celle des marchés financiers.** Aujourd'hui ce résultat est parfaitement atteint, comme chacun sait. Mais y parvenir fut le résultat d'une évolution longue et progressive que Benjamin Lemoine nous décrit avec précision.

Peut-être faut-il en situer le tout début à la fin des années 1950 lorsque Jacques Rueff, au nom de la lutte contre l'inflation, se fait le critique acerbe du dirigisme qui alors prévaut au sein de l'appareil d'État. **Mais c'est avec l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing au ministère des Finances en 1962 que les transformations institutionnelles se mettent réellement en branle et que commence véritablement le démantèlement de ce qu'on nomme le « circuit du Trésor ».**

La victoire totale ne sera obtenue qu'en 1985 avec les réformes financières de Pierre Bérégovoy qui parachèvent l'œuvre de libéralisation poursuivie avec constance depuis plus de vingt années. Désormais, l'État dépend absolument des marchés financiers pour ce qui est de ses ressources financières. Ce sont eux qui fixent les conditions du financement public. Non seulement le taux de l'intérêt mais également quelle politique macroéconomique doit être suivie pour recueillir leur assentiment.

Il y a certainement un paradoxe français à observer avec quelle opiniâtreté la haute fonction publique du Trésor a lutté contre les pouvoirs de l'État banquier - qui était sa création et qui faisait sa puissance - pour faire en sorte que triomphe ce que l'on nomme aujourd'hui le capitalisme néolibéral.

Il est vrai qu'elle s'est trouvée fort bien récompensée par les positions de pouvoir qu'elle a acquises ce faisant dans le monde bancaire et financier privé.

Ce travail de conviction néolibérale des hauts fonctionnaires trouve son illustration exemplaire au moment de l'alternance de 1981 à laquelle Benjamin Lemoine consacre, à juste titre, d'importants développements. C'est le fameux tournant de 1983 qui porte en germe la politique suivie actuellement par François Hollande. Il est d'ailleurs étonnant d'observer à quel point les fondamentaux néolibéraux se trouvent mis en place dès cette date. Le chemin de la financiarisation est alors grand ouvert et il sera parcouru à grande vitesse durant la décennie suivante, par la droite comme par la gauche.

Cet accord transpartisan qui fonde l'adhésion de la France au néolibéralisme n'est pas sans rappeler celui de même nature qui a présidé à la création de l'État social-keynésien au sortir de la Seconde Guerre mondiale. S'élabore, à la fin des années 1970, un nouveau récit économique, ce qu'il faut bien nommer une nouvelle orthodoxie, qui vient légitimer l'abaissement de l'État social de même que la prépondérance accordée désormais aux entrepreneurs privés en matière d'emploi. » [...]

Nous avons dévoré la thèse de Benjamin Lemoine quand nous l'avions découverte, [à l'occasion de la grande controverse sur la loi de 73](#). La thèse était importante, passionnante, mais très volumineuse (une ramette de papier A4). Ce livre la rend enfin accessible à tous. C'est une bonne nouvelle.

Voici le [plan du livre](#), très évocateur (et appétissant) pour tous ceux qui se sont déjà un peu intéressés à l'enjeu politique crucial de *la création monétaire par la puissance publique* :

Préface. Le résultat d'une volonté délibérée, par André Orléan

Introduction. Une histoire oubliée

I / Une histoire à (re)prendre : la mise en marché de la dette

1. Quand l'État a l'avantage : de la possibilité d'un financement hors marché
Couvrir autrement le déficit
Circuit du Trésor et marquage public de l'argent
Un prince de la République
Les banques sous contrainte
L'État, au-dessus du marché
Transgression avec l'orthodoxie et menace inflationniste
Le rappel à l'ordre monétaire
L'adoption du modèle britannique : le marché en rémission du « péché monétaire »
L'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing
Un tremblement de terre : au nom de la démocratie des marchés
Un point de non-retour

2. La gauche au pouvoir se plie à l'ordre de la dette

Stopper la « ruine » de l'épargnant : donner aux investisseurs plutôt que les « frapper »
La relance Chirac
L'orthodoxie de Raymond Barre
L'inconcevable réhabilitation des finances publiques « actives »
Renoncer définitivement à la tentation monétaire
« Une saison en enfer »
« Merci de m'aider à comprendre »
« Une France qui vit au-dessus de ses moyens »
Pierre Bérégovoy : plus royaliste que le roi
« Ce système-là, on va le casser »
Interpréter l'extinction d'un régime économique : « préhistoire » de la modernité financière ou expérience critique ?

3. La nourriture terrestre dont les marchés ont besoin

Sur le modèle américain
Les dealers de proximité
Mise en scène du « sacrifice » et gains durables des banques
Lier les mains de l'État et rendre impossible tout retour en arrière
Quand Fabius crée une agence « à la française »
La police des conduites administratives
Les obligations DSK : le Trésor parie sur la désinflation
L'autodiscipline de l'État

II / La dette entre dans le débat public

4. Discipliner les États : le rôle de l'Europe
Une « numérologie arbitraire » ?
Opération Juppé : l'« affaire » France Télécom
Derrière le cas France Télécom, l'enjeu des retraites
Les gardiens du temple comptable contre l'« opportunisme » des États
Obtenir les meilleures statistiques possibles
Jospin : le « faux rebelle »
La discipline « brute » de la dette : pleins feux sur les passifs de l'État
L'enjeu des retraites : quand on tire le fil, tout vient
L'éclosion d'un nouvel acteur : les générations futures

5. Le rapport Pébereau : coup médiatique et pédagogie économique

Briser un tabou

Trouble dans les rangs des experts

La contre-offensive des keynésiens

« Il n'y a pas d'alternative »

Quand le ministre en fait un peu trop...

La chasse gardée du Trésor

6. La présidentielle de 2007 verrouillée ?

Une évaluation « objective »

Un « déconomètre »

Bayrou se fond dans le script de la dette

Une version dégradée du débat politique ?

La mise en scène de l'héroïsme présidentiel

Le « keynésianisme » de la dépense fiscale

François Fillon : « à la tête d'un État en faillite »

7. Et si toutes les dettes se valaient ?

Sauver les banques

Traquer l'État derrière la forme juridique

L'invention de la dette nette

L'« inéluctable » baisse des retraites

L'ordre politique des agences de notation

L'implacable « acceptation sociale »

L'obturation de l'avenir

La dette financière contre la dette sociale

Promesses de l'État et « lutte de classes »

Conclusion. Percer les boîtes noires de la dette

Politique de la (re-)structuration.

Ce livre raconte l'histoire dans laquelle la banque (via Pompidou) a mis le pied dans la porte politique en France, pour contrôler la société française, comme [le film INSIDE JOB](#) raconte l'histoire dans laquelle la banque (via Rubin) a mis le pied dans la porte politique aux USA, pour contrôler la société américaine et donc le monde.

Livre important, livre-preuve, à connaître et à faire connaître, à mon avis.

Il fera, dans votre bibliothèque, un très utile complément pour approfondir le [formidable petit livre d'André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder, « La dette publique, une affaire rentable. À qui profite le système. »](#), livre pionnier de l'éducation populaire sur ce sujet, dont Benjamin Lemoine parle dans son livre, bien sûr.

Bonne lecture ☐

Étienne.

PS : c'était ce même Benjamin Lemoine qui nous avait préparé cette tonique intervention au « Sommet du Plan B » il y a quelques semaines (ça dure 10 minutes, à partir de 4 h 55 min) :

<https://www.chouard.org/2015/12/30/formidable-les-suisses-vont-voter-pour-enfin-retirer-aux-banques-privees-leur-pouvoir-de-creation-monetaire/#comment-14894>

PPS : rappel de l'aveu du crime antisocial de *terrorisme économique* (« à partir de maintenant, vous allez tous avoir peur, tout le temps ! »), proféré par Pompidou lui-même, patron d'une grande banque d'affaires (un usurier, donc), parvenu au pouvoir politique suprême (Premier ministre de de Gaulle) et recruteur d'un homme de main nommé Giscard, pour administrer à la société française le fouet « libéral » :

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10154061246887317?pnref=story>